

# Les changements en Méditerranée, la dynamique des Cercles de citoyens et l'avenir de l'ACM

Synthèse, comptes rendus et déclarations – Troisième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (ACM) – Volos (Grèce), 25-28 octobre 2012



Assemblée des Citoyens et  
Citoyennes de la Méditerranée

Mediterranean Citizens' Assembly

مجلس مواطني ومواطنات المتوسط





# Sommaire

Introduction

Synthèse générale

Comptes rendus des travaux en Agoras

Déclarations

# 1. Introduction

Les événements qui se sont déroulés récemment dans le bassin méditerranéen ont démontré la détermination des citoyens et des citoyennes à imprimer fortement et durablement leur marque sur la vie politique et sociale de leurs pays. Dans un tel contexte, l'initiative de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (ACM), lancée en 2008, prend tout son sens et révèle pleinement sa pertinence. La première Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (juillet 2010 à Valencia, Espagne), sur le thème : *Dialogues méditerranéens : institutions et citoyenneté en Méditerranée*, a souligné l'importance de favoriser l'émergence d'une communauté méditerranéenne des peuples, ancrée dans un espace politique méditerranéen et dans une citoyenneté méditerranéenne. La deuxième Assemblée (décembre 2010, Tunis, Tunisie), consacrée aux *Crises et changements en Méditerranée : la citoyenneté en mouvement*, a montré que ce sont les peuples de la Méditerranée qui sont en train d'écrire leur destin, avec leur liberté, leur façon de voir les choses, leur histoire.

Les 26 et 27 octobre derniers s'est tenue à Volos (Grèce) la troisième rencontre de l'Assemblée des citoyens et des citoyennes de la Méditerranée. Cette rencontre, axée sur les *Changements en Méditerranée, la dynamique des Cercles de citoyens<sup>1</sup> et l'avenir de l'ACM*, fut doublement symbolique. Le premier Cercle de l'ACM fut en effet créé en Grèce en 2009 ; par ailleurs, l'ACM entendait – en tenant cette troisième rencontre en Grèce – apporter son soutien et exprimer sa solidarité face à la grave crise financière, économique et sociale que traverse le pays. Les principales forces vives de l'ACM – les membres du Conseil consultatif, les membres des Cercles, la coordination et le secrétariat de l'ACM – participaient à l'évènement.

Cette rencontre visait essentiellement à favoriser l'échange d'idées, d'expériences, d'initiatives et de perspectives utiles au renforcement structurel et à l'enracinement de l'ACM dans le paysage citoyen méditerranéen. Il fallait aussi réfléchir à l'avenir institutionnel de l'ACM. Des représentants du Cercle de Thessalie (Grèce), du Cercle de Tirana (Albanie), de Podgorica (Monténégro), de Zagreb (Croatie), de Rome et de Naples (Italie), de Valencia (Espagne), de Casablanca (Maroc), d'Oran (Algérie), de Tunis (Tunisie), d'Alexandrie (Égypte), de Chypre, de Beyrouth (Liban) et d'Istanbul (Turquie) étaient présents<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Avec le Conseil consultatif et la Coordination, les Cercles locaux de citoyens et citoyennes méditerranéens sont au cœur de la logique et de la gouvernance de l'ACM. Conçus comme des espaces de dialogue permanent et ouverts entre citoyens, les Cercles s'organisent à partir de confrontations d'idées (ateliers, table rondes), de l'élaboration collective et d'évaluation de propositions en vue de contribuer à l'émergence de nouvelles politiques économiques, sociales, culturelles et environnementales.

<sup>2</sup> Les membres des Cercles de Malte, de Damas (Syrie), de Nador (Maroc) et de Portoroz (Slovénie) n'ont pas pu participer à la rencontre.

## 2. Synthèse générale

En tout, plus de 70 membres des Cercles locaux de citoyens et citoyennes méditerranéens et du conseil consultatif de l'ACM provenant de 16 pays différents étaient présents lors de cette troisième rencontre en Grèce – qui a pu être organisée grâce au Cercle et à l'Université de Thessalie, avec l'appui du secrétariat de l'ACM et au soutien de la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme. Les représentants des Cercles ont pu aborder de nombreux sujets, tous essentiels à l'avenir de l'ACM. Ils ont en particulier tenté d'établir un diagnostic des situations actuelles en Méditerranée, ont évoqué l'avenir des Cercles de citoyens et de leurs projets, ont formulé des propositions d'actions communes pour l'ACM. La grande diversité et la qualité des participants (chercheurs, journalistes, associatifs, politiques, entrepreneurs, étudiants, enseignants, etc.), le respect le plus strict de la parité tout comme la variété des pays représentés, ont permis à l'ACM de fédérer de nouveau un large panel de personnalités représentatives du bassin méditerranéen.

La première journée de ces rencontres devait permettre d'établir un diagnostic sur la situation actuelle en Méditerranée. Elle s'est ouverte par un long débat sur la crise économique mondiale et régionale, ainsi que ses effets sur chaque pays. Alors que le politique semble impuissant face au monde économique, il est nécessaire de trouver des réponses à un niveau différent de celui de l'État nation : au niveau régional mais aussi international. Plusieurs universitaires et citoyens grecs ont témoigné de la dramatique situation de leur pays ; leurs interventions ont débouché sur l'analyse des réactions de la société grecque face à la crise. Dans ce contexte, des initiatives citoyennes montrent qu'il est possible de s'impliquer localement dans la réduction des inégalités, dans la lutte contre l'appauvrissement général, dans le développement de modèles alternatifs de production et d'échanges économiques – en particulier lorsque l'adoption d'une gouvernance territoriale renforce les sociétés locales. Toutes ces idées et ces pratiques ont montré la volonté et la nécessité de renforcer la notion de citoyenneté basée sur la responsabilité collective, d'accorder une plus grande importance au collectif face aux menaces que représentent l'individualisme ambiant, le repli sur soi et la crise profonde que traversent les régimes démocratiques.

Dans l'après-midi, les représentants des Cercles de citoyens ont pris la parole et ont exposé la situation politique, économique et culturelle de chacun de leur pays depuis la dernière assemblée de Tunis (décembre 2011). La situation syrienne était au premier plan des discussions. L'impuissance européenne, l'immobilité des organisations internationales et l'incapacité de trouver une solution régionale ont tour à tour été évoquées ; les participants ont ensuite exposé le rôle que la société civile internationale doit désormais jouer dans ce type de situation. Chaque cercle a enfin présenté ses propres initiatives et activités – en matière d'éducation, de promotion du dialogue, d'actions de solidarité, d'actions culturelles, de défense des droits de l'Homme, de protection des libertés individuelles – qui, cumulées, constituent un véritable programme d'action visant à replacer l'individu au cœur des enjeux de la région.

La deuxième journée était consacrée en particulier à la coordination des activités des Cercles de citoyens, à leur autonomie et leur financement, mais aussi au développement de contenus permettant de faire connaître leurs travaux. Il s'agissait aussi d'étudier l'avenir et l'institutionnalisation de l'ACM, son financement, les actions possibles de médiatisation et de promotion de l'initiative de manière générale – ainsi que ses relations avec les institutions publiques présentes en Méditerranée. Enfin, il fallait étudier les façons d'intéresser de nouvelles catégories socioprofessionnelles au concept de citoyenneté méditerranéenne – tellement essentiel pour l'avenir de la région. Si le premier jour avait permis un exposé et une analyse de la situation

méditerranéenne, les participants ont exprimé lors de la deuxième journée une réelle volonté de travailler ensemble sur des projets novateurs.

La troisième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée, par la diversité de la présence citoyenne et la richesse des débats, a renforcé la conviction des participants que la citoyenneté méditerranéenne est un fait réel. L'existence et les travaux des Cercles ont démontré cet engagement citoyen, cette volonté d'action face aux bouleversements et aux problèmes à résoudre. Ils représentent désormais, de par leur nombre, une masse critique et constituent de fait un réseau citoyen qui pourra certainement, dans un futur proche, porter la parole et l'engagement citoyen méditerranéen. L'ACM a prouvé que non seulement elle était pertinente, mais surtout qu'elle était nécessaire.

L'ACM a décidé que sa quatrième rencontre serait organisée en Turquie ou en Égypte, pour renforcer sa présence dans ces grands pays. L'ACM participera par ailleurs au Forum social mondial qui aura lieu à Tunis au mois de mars 2013, ainsi qu'au Forum de la Fondation Anna Lindh qui se tiendra à Marseille en avril 2013. Une année 2013 qui devrait donc permettre à l'ACM d'augmenter considérablement sa visibilité.

### 3. Comptes rendus des travaux en Agoras

La troisième rencontre de l'ACM s'organisait essentiellement – en plus de séances d'ouverture et de clôture donnant la parole à une série de personnalités – autour de la tenue d'Agoras, des groupes de travail démocratiques et pluralistes. Les trois thèmes retenus – Diagnostic de la situation en Méditerranée ; l'avenir de l'ACM et le rôle des Cercles locaux de citoyens et citoyennes méditerranéens ; propositions pour l'ACM – ont été traités consécutivement par deux groupes de travail à chaque fois. Cette organisation a permis de multiplier les points de vue tout en autorisant la réflexion de l'ensemble des participants sur chaque thème.

#### 3.1 Diagnostic de la situation en Méditerranée depuis décembre 2011

Les Agoras qui se sont tenues à Volos se sont ouvertes sur un constat unanimement partagé : la crise de la dette grecque et la crise économique qui traverse l'Europe, tout comme le bouleversement géopolitique au Moyen Orient, ont eu des conséquences réelles et très concrètes sur la vie des citoyens du bassin méditerranéen. Face à ces crises et changements, une réponse collective basée sur la volonté, la motivation et les besoins de chaque citoyen est nécessaire.

##### Diversité des situations nationales

La citoyenneté pourrait en effet se révéler un facteur important dans les processus rapides de changements politiques en cours – des changements qui demanderont néanmoins beaucoup de temps pour se structurer et avoir des effets positifs dans la sortie de crise.

En **Espagne**, on assiste à une grave crise économique et sociale ; le taux de chômage atteint le chiffre record de 27 % de la population active ; il est de 55 % pour les jeunes. Les divers peuples qui composent l'État espagnol commencent à penser de plus en plus en termes de volonté nationale propre. C'est ainsi le cas du peuple basque et du peuple catalan, dont les revendications se font plus pressantes en raison de la crise économique. En **Italie**, la démocratie va mal alors que le gouvernement actuel, non issu des urnes, est le plus populaire depuis vingt ans. La corruption est devenue une institution et la division ne cesse de croître entre le Nord et le Sud du pays. De plus, le taux de chômage atteint 36 % chez les jeunes, ce qui préempte largement l'avenir économique du pays. Au **Monténégro**, l'adhésion à l'Union européenne est une priorité même s'il y a encore de nombreux problèmes de népotisme et de corruption que ni l'opposition ni le gouvernement ne parviennent à juguler. Bien que le premier article de la Constitution monténégrine adoptée en 1992 est explicite – « le Monténégro est un état démocratique, social et écologique » –, les défis environnementaux et de préservation des ressources naturelles demeurent. Le caractère multireligieux et multiconfessionnel du pays devrait être un exemple dans un pays où le sentiment citoyen est profondément ancré. En **Albanie**, la crise économique grecque a des conséquences sur l'économie de Tirana. Beaucoup d'Albanais qui vivaient en Grèce rentrent désormais au pays et se retrouvent au chômage. La **Croatie** entrera dans l'Union européenne en 2013 alors que le sentiment d'appartenance à la citoyenneté méditerranéenne est largement en hausse depuis dix ans. En **Grèce**, jamais il n'y eut pareille attaque sur les droits sociaux et sur l'emploi, visant directement le citoyen. La spécificité culturelle, politique, économique de certains pays du Sud semble incomprise des Européens du Nord. Ces problèmes de perception trouvent leurs origines dans la crise du modèle de développement économique qui est celui de l'Union ces dernières années. À **Chypre**, l'intégration de l'île à l'Union européenne a directement importé la crise entre Grèce et Turquie sans pour autant apporter une solution de réunification.

La **Turquie** ne connaît pas de crise économique et malgré tout, il faut rester vigilant : on assisterait à une dérive autocratique par le fait d'un gouvernement au pouvoir et majoritaire depuis dix ans. La question des réfugiés syriens – facteur potentiel de déstabilisation –, commence à poser un vrai problème à Ankara. Au **Liban**, la déstabilisation n'est jamais loin. La question de l'appartenance à la citoyenneté méditerranéenne est complexe. Pour les jeunes générations qui ont connu les guerres, il est déjà difficile de concevoir la citoyenneté libanaise. De plus, la crise est là aussi : les inégalités en matière d'éducation et de santé (avec la privatisation croissante des établissements publics) a de quoi inquiéter les citoyens. Les plus touchés sont les Palestiniens et les réfugiés Syriens. S'il est bien sûr une situation reflétant les difficultés de la Méditerranée à vivre en paix, c'est bien celle de la **Syrie**, où la situation est tragique. L'échec politique est majeur, puisque l'on est passé de révoltes pacifiques à un conflit armé et à une guerre civile en plein cœur de la région méditerranéenne.

En **Égypte**, la révolution et le départ de Moubarak ont été un bouleversement majeur pour le pays, mais aussi pour la région toute entière. Il faut observer de près les changements en cours, notamment liés à l'arrivée des Frères musulmans et du président Mohamed Morsi, le débat autour de la nouvelle Constitution et les toutes récentes lois électorales. En **Algérie**, les difficultés persistantes pour la société civile de créer des associations sont un signal d'alerte, dans un pays qui semble avoir été épargné par les révoltes arabes. Toutefois, la paix sociale a été exploitée par certaines autorités locales pour resserrer l'étau sur des groupes pro-démocratiques. Lors des dernières élections, l'islam politique a échoué à s'imposer ; cela pousserait à réfléchir sur les alternatives possibles dans les pays où il a gagné. En **Tunisie**, la volonté nationale de passer de la théorie à la pratique en matière de démocratie et d'État de droit ne se fait pas sans difficultés. Le mode de gouvernance de ce pays en transition est un test pour l'ensemble des pays concernés par les bouleversements politiques en Méditerranée. Actuellement, il y a des déçus de la révolution, car les solutions économiques et sociales proposées semblent insuffisantes face aux urgences. Au **Maroc**, une révision constitutionnelle modérée a été favorable aux droits de l'Homme en général et des femmes en particulier ; par ailleurs, des conservateurs et des islamistes sont entrés au gouvernement. La question de la mobilité des personnes à l'international inquiète également et a des conséquences sur l'économie du pays. Le centre des pouvoirs politiques et économiques du pays reste toujours concentré au sein des mêmes secteurs de la société.

### **Des difficultés communes**

Au-delà des exemples cités, les participants constatent que la crise économique a touché tout le bassin méditerranéen. L'épreuve des élections a fait revenir en force la tradition et la religion. Les processus de changement global seront donc longs. Et pour qu'ils aboutissent, il faudra favoriser la participation citoyenne pour ensuite améliorer les démocraties en construction ou en reconstruction. Des problèmes d'ordre politique, économique, sociaux et culturels seront à régler dans de nombreux pays dans les années à venir.

**Les problèmes politiques** sont d'ores et déjà nombreux : corruption institutionnelle, non remplacement des élites des anciens régimes, danger de la manipulation de l'opinion publique par les politiques et les médias, difficultés d'unifier les oppositions politiques aux régimes tombés ou en cours de disgrâce, absence d'une politique européenne coordonnée face aux grandes crises que traverse la région comme la Syrie – sans oublier le rôle de l'Union européenne et des puissances mondiales, anciennes et nouvelles, dans la région. **Les problèmes économiques** ne sont pas moins préoccupants : chômage des jeunes, situations structurelles limitant les possibilités de transformations économiques et sociales immédiates, difficultés de transformer les activités locales de coopérative en entreprises économiquement compétitives, etc. **Les problèmes**



**sociaux et culturels**, enfin, ne manquent pas : difficultés d'autonomisation de la société civile face au politique, danger du repli communautaire identitaire et religieux, craintes des minorités pour faire respecter leurs droits, difficultés de circulation des individus, etc.

## **Des propositions et solutions communes**

L'importance des solutions locales et des atouts existants pour faire face à la crise globale a été maintes fois soulignée lors de l'Assemblée. Les discussions ont débouchées sur un ensemble de propositions.

**Au niveau politique**, il faudrait envisager de donner une définition plus précise de la citoyenneté méditerranéenne (comme cela a été fait pour la citoyenneté européenne), mais également de soutenir la défense des valeurs communes méditerranéennes, d'envisager une redéfinition du concept de démocratie adaptée à l'environnement méditerranéen, de soutenir la promotion du principe de collégialité et de démocratie participative locale, d'assurer la création d'une véritable démocratie locale, de remettre la collectivité au cœur de l'action politique et sociale, de favoriser la création de pôles régionaux de décision et de pouvoir pour les citoyens, d'apporter un soutien à la représentation des jeunes et des femmes dans les processus de changements démocratiques, de promouvoir une définition claire des droits et des devoirs du citoyen méditerranéen et enfin de favoriser encore et toujours la conviction de partager un destin commun. **Au niveau économique**, il faudrait assurer le développement des coopératives agricoles, apporter un soutien à la mobilité des individus dans l'espace méditerranéen et en dehors, mais aussi lutter activement à tous les niveaux contre la corruption. Il faudrait trouver de nouveaux outils économiques et sociaux pour accompagner le changement politique et soutenir le collectif au détriment de l'individualisme. **Au niveau social**, il serait bon d'assurer les échanges de connaissances et d'expériences communes aux citoyens méditerranéens, de participer à l'évolution des mentalités pour concilier esprit européen, africain et esprit méditerranéen, de soutenir le respect des différences, d'assurer la promotion du lien entre les citoyens méditerranéens pour éviter les conflits et écarter les réflexes néocoloniaux. Enfin, **au niveau culturel**, de nombreuses propositions ont été formulées. Il s'agit avant tout de poursuivre les échanges sur les difficultés rencontrées et de mettre en commun les réflexions visant à trouver une issue aux problèmes communs. Il faudrait aussi soutenir l'enseignement des valeurs et de l'histoire locale, combattre les stéréotypes par l'apprentissage et la connaissance des uns et des autres, valoriser le passé et étudier ses origines pour appréhender l'avenir avec confiance, soutenir l'expression des citoyens et la promotion des idées nouvelles. Enfin, il faut mettre en place une véritable pédagogie visant à lutter contre l'islamophobie.

## **3.2 Avenir de l'ACM et rôle des Cercles de citoyens**

La rencontre de Volos 2012 a été l'occasion d'exposer nombre de projets réalisés par l'ACM et les Cercles de citoyens déjà constitués. Ce fut aussi un moment privilégié pour envisager une multitude de nouveaux projets – dont la constitution de nouveaux Cercles sur tout le pourtour méditerranéen. L'accent a été mis aussi sur le renforcement des relations entre l'ACM et les institutions internationales euro-méditerranéennes et afro-méditerranéennes. Enfin, les représentants des Cercles ont pu faire plus ample connaissance et définir de nouveaux objectifs communs, permettant de densifier l'interaction entre tous leurs membres.

## Un bilan des activités des Cercles sur la période 2010-2012

Le Cercle créé à **Valencia** en 2010 a organisé des débats avec des étudiants dans un cadre universitaire, autour de la situation sociale dramatique que connaît l'Espagne. Il prépare par ailleurs des actions culturelles diverses – il a par exemple mis en place un projet de musée culturel itinérant. Le Cercle créé à **Rome** en juin 2011 a organisé plusieurs événements : promotion d'un ouvrage, manifestations sur la nourriture méditerranéenne, etc. Par ailleurs, le Cercle a permis une rencontre entre journalistes égyptiens et tunisiens pour débattre des résultats postélectorales, puis a organisé une rencontre sur la situation syrienne où des parlementaires étaient présents. Enfin, une lettre d'information est adressée régulièrement à près de 150 contacts locaux. Le Cercle de **Naples** a été constitué après l'Assemblée de Tunis (décembre 2011). Des projets d'événements communs avec le Cercle de Rome sont à l'étude. Le Cercle de **Tirana** a été créé en 2009 et concentre son action sur les questions de développement durable, tout comme celui de **Podgorica**, au Monténégro. Ce dernier promeut aussi la coopération avec les autres Cercles, notamment ceux des Balkans. Le Cercle de **Zagreb**, en Croatie, a été créé durant l'été 2012, avec le soutien du Cercle de Podgorica – malgré le conflit qui a séparé les deux pays dans les années 1990 ; un symbole fort de réconciliation, sans aucun doute, tout comme l'est l'accueil à Dubrovnik du Conseil consultatif en 2012. Le Cercle de **Thessalie**, établi en 2009, s'est dit très actif sur les questions de développement local. Un grand événement autour de la crise a été organisé à Larissa avec près de 80 personnes (pas uniquement des universitaires), même si la situation nationale a largement occupé les membres en dehors du cadre de l'ACM. La constitution de Cercles en Crète est en projet.

À **Istanbul**, le cercle fraîchement constitué par des universitaires spécialistes de relations internationales souhaite renforcer les relations avec d'autres universitaires du pays. À **Chypre**, le Cercle dispose de membres actifs de la société civile qui ont assuré la promotion des principes de l'ACM auprès d'ONG locales. L'objectif majeur est de réunir des personnes du Nord et du Sud de l'île.

À **Alexandrie**, le Cercle est en cours de constitution. À **Oran**, l'objectif est de favoriser les discussions autour de questions sociales fortes, tout en favorisant les interactions avec d'autres Cercles sur des sujets sensibles : celui du Sahara occidental avec le Cercle de Casablanca, par exemple. À **Tunis**, le Cercle créé en mars 2012 a pour objectif d'élargir le nombre de ses membres et de diversifier les profils des participants. Plusieurs contacts ont déjà été établis pour développer d'autres Cercles en dehors de la capitale. Les priorités définies vont de l'éducation à la citoyenneté jusqu'à la question des droits de l'Homme. Mais la crainte de voir leur autonomie réduite avec l'expulsion de certaines associations financées par l'étranger les inquiète. Le Cercle de **Casablanca** a été créé en mai 2010 et regroupe des membres de tous âges et de tous milieux. Il a organisé des événements autour de l'humour, de la culture, de la poésie et de l'art, et fut présent au Forum social mondial et maghrébin, mais également à d'autres manifestations à Rome et à Chypre. Son soutien a permis la constitution du Cercle de Nador, au nord du pays et aide à la constitution du Cercle de Rabah.

### L'action du Conseil consultatif

Le Conseil consultatif a été mis en place pour promouvoir le processus de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée. Il est composé de personnes bénévoles venant de la région méditerranéenne, choisies pour leur capacité de mobilisation au niveau local ou régional, leur expertise, leur visibilité publique et leur capacité à jouer un rôle de facilitateur avec les citoyens et les institutions.

Le rôle du Conseil consultatif est d'aider la Coordination de l'ACM à porter le projet politiquement, de l'appuyer pour mieux définir ses choix stratégiques, de contribuer à la rédaction de textes de réflexion stratégique dans les domaines politiques, sociaux, culturels et environnementaux tout en participant à l'évaluation de la mise en place des Cercles de citoyens. Plusieurs réunions du Conseil consultatif se sont tenues entre 2010 et 2012, que ce soit à Valencia, à Casablanca, à Tirana, à Tunis, à Florence, à Dubrovnik ou à Volos.

### 3.3 Propositions pour l'avenir

#### Les projets des Cercles pour 2013-2014

En ce qui concerne **l'organisation des Cercles**, il est nécessaire de soutenir la communication et la coopération entre les différents Cercles, de les ouvrir à des secteurs socioprofessionnels diversifiés, de poursuivre leur constitution, d'impliquer davantage les étudiants dans les actions de l'ACM. Enfin, il faudrait créer des pôles régionaux de coordination des Cercles, en se basant sur les différentes aires géographiques de la Méditerranée.

Pour promouvoir **le dialogue entre citoyens de la Méditerranée**, il s'agirait d'enraciner l'éducation à la citoyenneté méditerranéenne, de soutenir la place de la femme dans l'espace public, de renforcer le dialogue entre les communautés afin de rapprocher les peuples sous tension. Il faudrait aussi proposer une alternative au blocage israélo-palestinien dans le cadre d'événements de l'ACM sur des thématiques communes (gouvernance, agriculture, etc.) en réunissant des citoyens de tous les horizons pour parvenir à ce que des Cercles soient créés dans cette zone.

En ce qui concerne **le contenu des événements et les sujets développés dans les Cercles**, il faut aussi favoriser l'émergence de thématiques nouvelles, comme le développement durable, et favoriser les projets d'actions communs à plusieurs Cercles. Pour faire connaître davantage l'activité des Cercles, il faut plus solliciter la presse, créer une lettre d'information centralisée, améliorer la base de données de l'ACM mise à la disposition de tous, améliorer le site Internet, organiser des événements ambitieux et collectifs. Ces actions communes pourraient être, comme le propose par exemple le Cercle de Valencia, la création d'un musée méditerranéen qui serait cofinancé par l'Union européenne ; ou la publication d'un ouvrage sur le poète méditerranéen Constantin Kavafis ; ou encore la réalisation d'un disque de musique méditerranéenne. Le Cercle de Zagreb propose quant à lui des échanges de jeunes via les Cercles de citoyens, pour leur permettre de connaître le quotidien de familles d'autres pays de la Méditerranée. D'autres propositions ont été formulées, comme celle consistant à organiser une exposition de photographies sur la Méditerranée.

#### Défis et propositions pour l'ACM

L'un des enjeux majeurs de cette rencontre 2012 a été de discuter tous ensemble de la nécessité ou non d'institutionnaliser l'ACM et de lui donner **une personnalité morale, un statut juridique** à part entière. Bien qu'il y ait quasiment consensus sur cette nécessité, les participants n'ont pas été en mesure de définir précisément la structure juridique la plus adaptée et son lieu d'implantation. Il est donc demandé au Secrétariat et à la Coordination de faire des propositions en ce sens dans les prochains mois.

Ce fut également l'occasion de réfléchir sur **l'existence juridique locale des Cercles**. Doivent-ils se constituer en associations, ou bien intégrer une association existante, par exemple ? La

question du financement futur des Cercles est cruciale et doit être sérieusement envisagée pour permettre l'organisation d'évènements locaux plus ambitieux, plus porteurs et plus fédérateurs.

Enfin, il est primordial de maintenir le caractère **pluriel, indépendant et non lucratif des Cercles**, tout en tentant d'influencer les institutions politiques et en diffusant localement de façon efficace les principes et valeurs de la Charte constitutive de l'ACM.

### **3. Déclarations du Conseil consultatif**

#### **Déclaration sur la situation en Grèce**

La Grèce traverse depuis trois ans une crise sans précédent, à dimensions multiples (économiques, politiques, sociales, culturelles), qui touche de manière grave une grande partie des populations. De fait, cette situation révèle l'étroite interdépendance qui existe entre la crise et les défis qui sont ceux, aujourd'hui, du pourtour méditerranéen et du Sud de l'Europe. La Grèce devient ainsi le bouc émissaire d'une perception caricaturale des pays du « Sud », qui touche finalement toute la Méditerranée.

L'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (ACM) appelle à la mobilisation de toutes les forces vitales du pays et à la synergie avec tous les acteurs sociaux méditerranéens. En s'appuyant sur des valeurs de solidarité, de respect de l'autre et de responsabilité – valeurs qui font partie de l'héritage commun de l'espace méditerranéen –, il est possible de mener collectivement des actions innovantes et de proposer des alternatives viables à l'austérité programmée.

#### **Déclaration sur la situation en Syrie**

Depuis 19 mois, le peuple syrien, qui exprime son désir de liberté et de dignité, subit une violence acharnée. Cette révolution a gardé son caractère pacifique pendant plusieurs mois ; elle est actuellement accompagnée d'une résistance armée, une lutte aussi destinée à se faire entendre par une soi-disant communauté internationale bien peu réceptive à la souffrance des populations.

Malgré l'absence d'une volonté internationale pour en reconnaître la vraie nature, c'est bien une catastrophe humanitaire qui se déroule dans ce pays. Elle a engendré plusieurs millions de déplacés, des centaines de milliers de réfugiés et des dizaines de milliers de morts. L'impasse dans laquelle se retrouve un timide processus diplomatique souligne l'incapacité des institutions onusiennes et alerte sur un éventuel développement chaotique qui affecterait toute la région.

Les participants à l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (ACM) expriment leur entière solidarité avec le peuple syrien et leur plus ferme condamnation de la violence exercée à son égard. Ils appellent à une mobilisation citoyenne pour soutenir les citoyennes et les citoyens syriens dans leur lutte pour la liberté et la dignité. Ils rappellent aux institutions internationales leur responsabilité dans la protection des civils. Ils œuvreront, dans le cadre de leurs Cercles de citoyens respectifs, à alerter leurs membres ainsi que leurs États sur la gravité de la situation dans ce pays. Finalement, ils soutiendront et participeront à toutes les opérations humanitaires en vue de contribuer, dans la mesure du possible, à réduire la souffrance des civils.

#### **Déclaration sur la mobilité en Méditerranée**

Lors de sa première rencontre (Valencia, 2010), l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (ACM) a proclamé que la citoyenneté, véritable moteur de changement, dépasse les frontières et que la société civile doit être soutenue ; que le rapport entre les villes et les Cercles locaux doit renforcer l'espace méditerranéen ; que la mobilité doit favoriser le transfert de connaissance, en particulier au profit des jeunes ; que la Méditerranée est une solution à la crise même si le projet Euromed est un échec ; que la mobilité réduite renforce les préjugés existants ; que la mobilité favorise l'inclusion sociale et l'économie de la connaissance, et qu'elle est

actuellement limitée par les restrictions de délivrance de visas ; qu'il faut envisager l'établissement d'un traité de libre circulation des individus ; et enfin qu'il faut tout spécialement promouvoir la mobilité des jeunes. Ces mêmes éléments ont été rappelés lors de la deuxième Assemblée (2011), insistant de nouveau sur la mobilité pour répondre aux espérances de la jeunesse.

Poursuivant dans cet esprit, l'ACM réunie à Volos (octobre 2012) a décidé de retenir la mobilité comme un des thèmes fédérateurs de sa quatrième Assemblée – qui doit se tenir en 2013. Chacun des Cercles existants doit étudier ce thème, inventorier les opportunités et les freins qui entravent cette mobilité – principalement celle des jeunes, des acteurs de la société civile porteurs du dialogue en Méditerranée, et celle des différentes catégories de travailleurs (intellectuels et manuels). L'ACM est en effet convaincue que, dans la crise qui frappe tant le Sud que le Nord de la Méditerranée, la mobilité est un facteur de relance et de développement.

### **Déclaration à propos de la situation en Méditerranée**

La Méditerranée vit une période de crises et de conflits. D'un côté, les peuples de plusieurs pays arabes sont engagés dans un processus de transition démocratique, de nouvelles Constitutions sont en cours de rédaction dans plusieurs pays. De l'autre côté, la crise économique et sociale qui affecte surtout les pays méditerranéens européens remet en question les institutions démocratiques face au pouvoir du « marché ». Les inégalités et les injustices sociales s'accroissent.

L'Assemblée des citoyens et citoyennes de Méditerranée (ACM) considère que le moment est donc venu d'agir pour une gouvernance basée sur les objectifs de justice sociale, de solidarité, de transparence institutionnelle, de développement durable et de mise sous tutelle, au profit de tous, des biens communs. L'ACM pense que ces objectifs sont partagés par la majorité des citoyens des deux rives de la Méditerranée ; leur attente doit être satisfaite.

L'ACM considère qu'une initiative fédératrice s'appuyant sur la citoyenneté méditerranéenne est indispensable ; cette citoyenneté est vue comme un principe constitutionnel et le moteur de formes de gouvernance inclusives et responsables. L'ACM s'engage par ailleurs à promouvoir l'échange d'expériences parmi ses Cercles de citoyens sur les nouvelles pratiques de gouvernance participative, et les actions d'engagement civique en cours dans la région.

L'ACM comprend et partage l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES) à des mobilisations internationales en faveur de la défense des droits économiques et sociaux des populations.

# Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée

<http://acimedit.net>

c/o Institut MEDEA  
24 Square de Meeûs  
1000 Bruxelles  
Belgique

Email: [contact@acimedit.net](mailto:contact@acimedit.net)

Tél. : +32 2 231 13 00 / Fax : +32 2 231 06 46



Avec le soutien de



Coordination ACM



Secrétariat ACM

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium  
Tel : +32223 11300 / Fax : +3222310646 / Email : [contact@acimedit.net](mailto:contact@acimedit.net)



Signez la charte constitutive  
en faveur de l'émergence d'une communauté méditerranéenne des peuples  
<http://acimedit.net/fr/signature>